

PROCES VERBAL

Conseil Municipal

Séance du 29 octobre 2018

Convoqués :

CORBEL Michel – CORLAY Gérald – DEROUIN Robert – GAUVAIN Michaël – GUEGAN Yannick – ILLIEN Anne-Yvette – JEZEQUEL Fabien – KERRIEN Yvonnick – LAROSE Arnaud – LE BONHOMME Marie-Catherine – LE GARFF-TRUHAUD Francette – LE GRAND Marina – MARTIN Marie-Christine – MILON Martine – MORIN Didier – QUERRE Yann – QUINTIN Jérémie – ROPERS Isabelle – TROADEC Helen

Absents : CORLAY Gérald (pouvoir donné à LE GARFF-TRUHAUD Francette)
DEROUIN Robert (pouvoir donné à CORBEL Michel)
GUEGAN Yannick (pouvoir donné à LE GRAND Marina)
MARTIN Marie-Christine (pouvoir donné à MORIN Didier)
TROADEC Helen (pouvoir donné à QUERRE Yann)
Absents non excusés : LAROSE Arnaud

Secrétaire : QUINTIN Jérémie

1/ Bilan de l'école publique 2017-2018

Le bilan de l'école publique de Goudelin pour l'année scolaire 2017-2018 fait apparaître un montant total de fonctionnement de 69 495.21 € (68 796,47 € pour 2016/2017) pour 126 élèves, soit 551.55 € / élèves (559,32€ en 2016/2017). On constate une légère baisse des charges de personnel.

L'école Notre Dame de l'Isle ayant accueilli en 2017/2018 84 élèves de Goudelin, il est proposé que soit versé à l'OGEC 46 330.14 € au titre de la participation communale. Trois acomptes de 10 000€ chacun ayant été versés en 2018, le solde à verser serait de 16 330.14 €.

M. KERRIEN demande des précisions quant à la baisse des charges de personnel. En réponse, il est expliqué que cette baisse est liée à l'arrêt des TAP (temps d'activités périscolaires) et au retour à la semaine de quatre jours d'école.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, adopte le bilan de l'école publique 2017-2018 et octroie à l'OGEC une subvention d'un montant total de 46 330.14 € dont le solde à régler est de 16 330.14 €.

2/ Bilan la cantine

Le bilan de la cantine fait apparaître les éléments suivants :

- augmentation du nombre de repas servis, entraînant une augmentation des recettes de fonctionnement
- baisse des charges de personnel suite à la baisse de D.H.S. (durée hebdomadaire de service) des agents scolaires
- stabilité des charges de fonctionnement
- légère baisse du prix de revient du repas à 5.78 € (6.19 € l'année précédente) et par extension légère baisse du déficit (2.81 € contre 3,31 € par repas en 2016-2017).

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, adopte le bilan de la cantine pour 2017-2018

3/ Bilan de l'accueil de loisirs périscolaire

Le bilan de la garderie fait apparaître les éléments suivants :

- Hausse de la fréquentation de l'accueil périscolaire, pour un total d'heures facturées de 9 693.00 heures. Celle-ci entraîne mécaniquement une hausse des revenus, à 15 506.22 €.
- Baisse des charges de personnel
- hausse des charges de fonctionnement, liée majoritairement à l'augmentation du tarif de l'électricité.

Mme LE GARFF-TRUHAUD explique qu'une commission scolaire sera à réunir en vue d'actualiser le prix du repas qui n'a pas été revu depuis 2016. Les achats alimentaires auprès de la Supérette Vival de la commune sont à privilégier tout en restant vigilants sur les tarifs proposés.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, adopte le bilan de l'A.L.S.H. pour 2017-2018.

4/ Modification des statuts Leff Armor Communauté

M. Le Maire explique que Leff Armor Communauté a modifié ses statuts par délibération du 25 septembre 2018. L'ensemble des compétences exercées actuellement sont maintenues et harmonisées, conformément aux orientations prises dans le cadre du projet de territoire: intégration de l'ALSH communal de Plouha aux compétences de Leff Armor communauté ; extension du transport à la demande à l'ensemble des 28 communes du territoire.

Autres modifications :

- Ajout de la compétence « développement sportif » en tant que compétence facultative
- Recherche d'optimisation de la DGF (détenir au moins 8 compétences obligatoires et optionnelles pour conserver l'éligibilité à la DGF bonifiée)
- Proposition de transfert d'une nouvelle compétence pour permettre à terme d'améliorer le CIF (Coefficient d'Intégration Fiscale) : le versement du contingent incendie. Cette prise de compétence suppose que Leff Armor se substitue aux communes pour le versement au SDIS du contingent incendie. Cette dépense supplémentaire pour Leff Armor sera ensuite compensée par les communes, via la CLECT. M. le Maire précise que ce point a suscité des débats au conseil communautaire.

Les conseils municipaux disposent d'un délai de 3 mois pour se prononcer sur la modification envisagée. La décision de modification des statuts est subordonnée à l'accord des conseils municipaux dans les conditions de majorité qualifiée (la moitié des communes représentant les 2/3 de la population ou inversement).

M. KERRIEN explique qu'il s'abstiendra sur cette proposition car il estime que Leff Armor Communauté « grappille » là encore des compétences. M. le Maire pense quant à lui qu'il est nécessaire de le faire car même si, effectivement, la commune perd des compétences, on paiera au final la même somme tout en ayant une chance de récupérer davantage via la CLECT. (Commission des charges transférées). Mmes ILLIEN et LE BONHOMME sont défavorables à cette proposition dans la mesure où, à leurs yeux, les Bourgs-centre vont bénéficier des structures et équipements et les communes n'auront plus leur mot à dire.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par 1 voix contre, 8 abstentions et 9 voix pour, décide de transférer à Leff Armor la compétence « versement du contingent incendie », et approuve la modification des statuts communautaires telle que présentée.

5/ Modification des statuts du SDE22

M. Le Maire explique que le SDE22 engage de nouveaux projets dans le domaine de l'énergie :

- développement de l'activité liée au gaz naturel, à la production et à la distribution d'hydrogène,
- accompagnement des collectivités dans le cadre de la maîtrise d'énergie
- prise de participation dans des sociétés commerciales (Société d'économie mixte...),
- positionnement du Syndicat dans le système d'information géographique (SIG) et l'activité liée au Plan de Corps de Rue Simplifié (PCRS).

Cela nécessite l'adaptation des statuts du SDE22 dont la commune est adhérente. Lors de son assemblée générale du 24 septembre 2018, le Comité syndical du SDE22 a approuvé l'adaptation de ces nouveaux statuts.

La mairie dispose d'un délai de trois mois, à la date de notification, pour délibérer.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, adopte les nouveaux statuts du SDE22, tels que présentés.

6/ Désignation d'un délégué à la protection des données (RGPD)

Il est rappelé que les collectivités territoriales utilisent, collectent et traitent de nombreuses données à caractère personnel pour la gestion de leurs services. A ces fins, des fichiers de toute nature, papier ou informatiques, contenant de nombreuses informations relatives aux administrés comme aux agents sont constitués: état-civil, fichiers électoraux, fichiers périscolaires. Depuis 1978, la législation protège les données personnelles. Elle a été récemment redéfinie par le règlement général sur la protection des données (RGPD). Ce règlement qui renforce les obligations des responsables de traitement et les droits des personnes concernées, augmente les risques de sanction et impose la désignation d'un délégué à la protection des données (art. 37 du RGPD).

Il est précisé que la Commune peut disposer, dans le cadre de la convention d'adhésion aux missions supplémentaires à caractère facultatif signée avec le CDG22, de la mise à disposition d'agents qualifiés en matière de protection et sécurisation des données

Il est proposé de désigner un délégué à la protection des données (RGPD) pour la commune. Mme LE GRAND explique la démarche et insiste sur le travail énorme que cela va nécessiter pour des structures comme la mairie qui n'ont ni le temps ni les compétences pour répondre à cette obligation réglementaire. Un accompagnement lui semble indispensable.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, désigne le CDG22, délégué à la protection des données de la commune. Il donne également délégation à Monsieur le Maire pour effectuer toutes les opérations nécessaires d'une part, à la désignation du délégué à la protection des données auprès du CDG22 et de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) et d'autre part, à la réalisation des missions du délégué à la protection des données.

7/ Lotissement de la Fontaine Pierre : maîtrise d'œuvre

L'ADAC 22 a été missionnée par le Conseil Municipal pour l'aider dans la définition du programme de Lotissement situé à la Fontaine Pierre. Il est rappelé que l'enveloppe financière prévisionnelle globale pour l'opération est de 450 000 € HT. La consultation de maîtrise d'œuvre pour le projet a été lancée et 7 offres ont été reçues en 1ère phase.

Suite à l'ouverture des plis le vendredi 21 septembre 2018 dernier, 4 candidats ont été auditionnés le 28 septembre 2018 :

- L'ATELIER URBAIN – 22300 LANNION (ATELIER URBAIN/QUENAON/JORAND&MONGKHOUN/JARDIN PUBLIC/ING CONCEPT)
- DCI ENVIRONNEMENT – 29000 QUIMPER (DCI ENVIRONNEMENT/A&T OUEST/API CITY)

- TECAM – 22200 GRÂCES (TECAM/GEOMAT/Charles GEFFROY/EF ETUDES)

- ECR ENVIRONNEMENT – 29470 PLOUGASTEL-DAOULAS (ECR ENVIRONNEMENT/QUENAON/Yoann BERNARD/A-MAR PAYSAGE)

Les offres ont été analysées par l'ADAC22 qui a conclu que l'ATELIER URBAIN est le mieux disant.

Le Conseil municipal, à l'unanimité, retient la proposition de maîtrise d'œuvre de l'équipe ATELIER URBAIN pour un forfait de rémunération provisoire de 44 180,00 € HT (53 016,00 € TTC) soit un taux de rémunération de 9.82 %.

Planning prévisionnel du projet :

- . Début études : novembre 18
- . Esquisses : fin d'année 18
- . Permis d'aménager : mai 19
- . Travaux: octobre / novembre 19

Par ailleurs, M. Le Maire explique qu'il importe de donner le plus tôt possible un nom au lotissement afin que les demandes et délivrances de permis de construire comportent une adresse.

Les noms suivants sont proposés :

- . Hameau de l'Isle
- . Hameau des Lavandières
- . Hameau du lavoir
- . Hameau de la Fontaine Pierre

- Hameau des Lavandières : 10 voix pour
- Hameau de la Fontaine Pierre : 8 voix pour

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide de retenir pour le lotissement en cours la dénomination « HAMEAU des LAVANDIERES ».

8/ Aménagement d'un second vestiaire à la salle omnisport : maîtrise d'œuvre

M. Jézéquel rappelle que lors du conseil municipal du 22 janvier 2018, le projet et son plan de financement ont été approuvés. Une enveloppe de 57 000 € TTC est inscrite au budget primitif.

Un appel public à la concurrence en procédure adaptée a été lancé pour la maîtrise d'œuvre sur la base d'une enveloppe prévisionnelle de travaux de 40 000 € H.T.

Un seul dossier a été reçu en retour.

M. KERRIEN demande pour quelle raison ces travaux incombent à la commune alors que cette salle est communautaire. M. QUERRE rappelle que cet équipement sportif est bien communal et non pas propriété de Leff Armor Communauté.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, retient pour la maîtrise d'œuvre du projet d'aménagement d'un second vestiaire à la salle omnisport, l'offre de Monsieur HENOCQ, Architecte à PLERIN pour un montant d'honoraires estimés à 4 000 € H.T. soit un taux estimé de rémunération de 10 %.

9/ Parking médiathèque/carrefour de Tressignaux : avenant

M. Jézéquel donne le détail des travaux supplémentaires transmis par Eurovia dans le cadre du marché du rond-point de Tressignaux. Il est demandé de valider l'avenant d'un montant de 3 888.34 € TTC.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, valide l'avenant d'un montant de 3 888.34 € TTC présenté par Eurovia, portant ainsi le montant du marché à 82 430.78 € H.T. (98 916.94 € T.T.C.).

10/ Travaux de rénovation de la mairie : modification du CCAP

M. le Maire explique que plusieurs entreprises contestent la décision d'appliquer des pénalités financières d'absences au chantier pour le marché de restructuration et de rénovation de la Mairie de Goudelin.

Il précise que ces pénalités sont prévues dans le cadre du CCAP mais que le conseil municipal a la possibilité d'en prononcer l'exonération partielle ou totale par une délibération expresse. Cette délibération servira dans les conditions prévues à l'article D. 1617-19 du code général des collectivités territoriales de pièce justificative au receveur municipal. Ce dernier pourra alors mettre à jour sa comptabilité en y inscrivant cet abandon partiel ou total de créance.

Il est proposé de se positionner sur une éventuelle exonération des pénalités financières d'absences au chantier appliquées pour le marché de restructuration et de rénovation de la Mairie de Goudelin.

M. JEZEQUEL souhaite que ces pénalités soient maintenues car les entreprises ont effectivement été absentes aux réunions. Il rappelle que ce chantier a au final pris 5 ou 6 mois de retard par rapport à l'échéancier initial. Il rajoute que tant que les entreprises ne signent pas les Décomptes Généraux et Définitifs (DGD), la garantie court. M. Le Maire précise que plusieurs demandes de subventions sont actuellement en attente de la signature de ces DGD et qu'il serait dommage de retarder leur versement en maintenant cette position. Mme LE BONHOMME estime qu'il est regrettable que la commune soit en quelque sorte prise ainsi en otage.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par 3 abstentions, 6 voix contre et 9 voix pour, valide l'exonération totale des pénalités financières d'absences au chantier appliquées pour le marché de restructuration et de rénovation de la Mairie de Goudelin. Les élus charge M. le maire ou son représentant de faire le nécessaire auprès du maître d'œuvre pour modifier le CCAP en ce sens.

11/ Ecoles numériques innovantes et ruralité

Mme GUEGAN, directrice de l'école publique et Mme CONSEIL, Enseignante Référente aux Usages du Numérique ont sollicité un rendez-vous pour échanger autour de l'usage du numérique dans l'école et de l'installation d'une solution de filtrage. Une rencontre a eu lieu jeudi 27 septembre 2018.

Le matériel informatique nécessaire à l'équipement de l'école élémentaire publique est le suivant :

Equipement d'un ensemble vidéoprojecteur interactif pour deux classes :

- Un vidéoprojecteur, accessoires nécessaires à l'utilisation du vidéoprojecteur et 1 portable

Equipement pour l'école :

- Mise en place d'un réseau filaire (en partie installé) géré par un serveur
- Un lot de 10 tablettes
- Service de maintenance
- formation aux nouveaux outils installés.

Options :

- Une borne wifi (puissance adaptée à la surface d'une classe).
- Un tableau blanc (2 ou 3 volets : à voir avec les enseignants).
- Stores occultants pour chaque classe.

L'Etat offre aux collectivités la possibilité de solliciter une subvention pour l'équipement des écoles en outils numériques. La subvention de l'Etat couvre 50% du coût du projet global et est plafonnée à 7 000 euros par école. Les projets devront représenter un investissement global d'au moins 4 000 euros. La demande est à faire avant le 30 novembre 2018.

En parallèle, une demande de concours financier, au titre de l'ITI FEDER 2014-2020, pour l'opération peut également être sollicitée.

Un bordereau de prix a été établi en vue d'une consultation et 3 prestataires ont été sollicités : Qualité informatique, Bios et MS informatique.

Le Conseil municipal, après étude et en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise M. le Maire :

- à signer la convention de partenariat «Ecoles numériques innovantes et ruralité»
- à solliciter les subventions aux taux maximum auprès de l'Etat et du Pays de Guingamp
- à retenir le prestataire « MS informatique » de Lanvollon pour ce projet dans la limite des 10 000 € qui seront inscrits en investissement au budget 2018.

12/ Changement du four de la Salle des fêtes

Mme LE GARFF TRUHAUD présente les devis reçus pour changer le four de la Salle des fêtes :

IDV Langueux	IGC22 Tréguieux	Feu Vif Service Baud
10 niveaux Combinaison vapeur, air pulsé Garantie 2 ans pièces, main d'œuvre et déplacement Support four Kit raccordement Autolavage	10 niveaux Combinaison vapeur, air pulsé Garantie 2 ans pièces, main d'œuvre et déplacement Support four Kit raccordement Autolavage	10 niveaux Combinaison vapeur, air pulsé Garantie 2 ans pièces, main d'œuvre Support four ? Autolavage
10 380.00 € TTC	9 741.19 € TTC	13 990.80 € TTC

Les précisions techniques suivantes sont données :

IGC22 a une véritable chaudière pour la vapeur qui ne se déclenche qu'à la température souhaitée au degré, les 2 autres ont un système d'arrosage de résistance.

IDV et Feu Vifs Services impose leurs produits de lavage (marque).

IGC22 et IDV proposent une formation pour le personnel communal.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, retient la proposition de la société IGC22 de Tréguieux pour un montant estimé à 9 741.19 € T.T.C.

13/ Acquisition SCI les jardins de Kermorin - Indemnité d'éviction

Mme LE GARFF TRUHAUD porte à la connaissance du Conseil le montant de l'indemnité d'éviction estimée à 6 000.33 € correspondant à une surface de 23 712 m² à l'encontre de M. Jacques Le Bars, locataire de la SCI les Jardins de Kermorin.

Mme ILLIEN explique que cette indemnité doit être versée par le vendeur, en l'occurrence la SCI KERMORIN. Elle n'a pas à être à la charge de la commune. Mme LE GARFF TRUHAUD insiste sur le fait que le vendeur refuse catégoriquement de payer cette somme et que le projet d'école s'en trouve de fait retardé. M. KERRIEN précise qu'il ne votera pas contre l'indemnité à l'exploitant en soit mais que c'est bien au vendeur de la régler et non pas à la commune. M. GAUVAIN demande s'il est possible de retenir cette somme sur le prix d'acquisition. Mme LE GARFF TRUHAUD répond que le vendeur a refusé toute négociation en ces sens. M. CORBEL est d'avis de voter favorablement pour débloquer la situation et avancer sur le projet de l'école.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par 1 abstention, 4 voix contre et 13 voix pour, émet un avis favorable au versement de l'indemnité d'éviction telle que présentée ci-dessus et autorise Mme LE GARFF TRUHAUD à signer les documents se rapportant à ce dossier.

14/ Edition d'un livret pour le centenaire de la fin de la guerre

Lors du dernier conseil municipal, Mme Le BONHOMME a fait part du travail de collecte dans les familles effectué par les membres du groupe Histoire et Patrimoine, afin de recueillir les souvenirs des descendants des soldats de la commune. Elle a suggéré de pouvoir éditer un livret réunissant tous ces renseignements afin de partager les fruits de ce travail immense avec les Goudelinais.

6 propositions sur la base de différents formats et couleurs ont été demandées à Roudenn Grafik, imprimerie à Guingamp.

	Format A4			Format 16/24 (lisibilité 80% du A4)		
	170 N/B	150 N/B + 20 Couleur	170 Couleur	170 N/B	150 N/B + 20 Couleur	170 Couleur
Edition de 300 exemplaires						
# devis (1)	71691	71690	71692	71695	71694	71693
nombre d'exemplaires	300	300	300	300	300	300
Prix HTVA (EUR)	1404,00	1779,00	4600,00	1091,00	1353,00	3324,00
Prix TVAC (5,5%) (EUR)	1481,22	1876,85	4853,00	1151,01	1427,42	3506,82
Prix de revient par exemplaire (EUR)	4,94	6,26	16,18	3,84	4,76	11,69
Comparaison du prix de 400 ex. édités en une seule fois ou avec 100 ex. en tiré à part sur 400						
Edition de 400 exemplaires						
# devis (2)		72022			72023	
nombre d'exemplaires		400			400	
Prix HTVA (EUR)		2327,00			1748,00	
Prix TVAC (5,5%) (EUR)		2454,99			1844,14	
Prix de revient par exemplaire (EUR)		6,14			4,61	
Edition de 100 tirés à part						
# devis (3)		72027			72026	
nombre d'exemplaires		100			100	
Prix HTVA (EUR)		701,00			558,00	
Prix TVAC (5,5%) (EUR)		739,56			588,69	
Prix de revient par exemplaire (EUR)		7,40			5,89	
Edition de 300 ex. et 100 tirés à part						
# devis (1) + (3)		300 ex +100			300 ex +100	
nombre d'exemplaires		400			400	
Prix HTVA (EUR)						
Prix TVAC (5,5%) (EUR)		2616,40			2016,11	
Prix de revient par exemplaire (EUR)		6,54			5,04	
Différence en valeur entre coût marginal de 100 ex si on édite 400 ex en une fois et l'édition d'un tiré à part de 100 ex		161,42			171,97	
Différence en prix de revient unitaire		0,40			0,43	

Considérant que l'édition d'un livre sur l'histoire et le patrimoine de la Commune présente un intérêt public, il a été convenu d'aborder la question au conseil municipal.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, donne un accord de principe sur la prise en charge financière de l'édition de livrets pour le centenaire de la fin de la guerre dans la limite de 2 616.40 € inscrits au budget 2018.

- Format adopté : A4
- Nombre d'exemplaires : 300 exp (+ 100 si besoin)
- Prix unitaire de vente : 7 €

Il est précisé que la vente des ouvrages relèvera de la régie de la médiathèque.

15/ Décision modificative

Monsieur le Maire propose les modifications suivantes pour le budget communal 2018 :

INVESTISSEMENT

		DM	Commentaires
020	Dépenses imprévues	-42 663.11	BP : 48 150 €
1641	Remboursement capital emprunts	24 008.11	Échéances dernier emprunt non prévues
204	LAC - Fibre Optique	53 500.00	Virement de l'opération 123
4581126	Operation sous mandat - Kerallec	21 000.00	
Opération 106	Voirie diverse - Programme annuel	9 480.00	Kertanguy - délibération d'avril 2018
Opération 123	Fibre optique - participation CC	-53 500.00	Viré en 204
Opération 124	Rénovation mairie - Travaux	4 500.00	Travaux supplémentaires
Opération 127	Carrefour Tressignaux - Travaux	300.00	Avenant de 3 888.34 € - octobre 2018
Opération 128	Rumoal : Etudes - Travaux	1 700.00	(pas de bicouche: - 1287 € au marché)
Opération 129	Groupement scolaire - Indemnité éviction	6 100.00	Indemnité d'éviction - Jacques Le Bars
Opération 133	Projet numérique école	10 000.00	Devis
TOTAL DEPENSES		34 425.00	

4582126	Opération sous mandat - Kerallec	21 000.00	
10222	FCTVA	7 000.00	Fonds de compensation de la TVA
Opération 130	Vestiaires salle omnisports - DETR	4 500.00	Arrêté DETR 2018 : 10 500 €
	Leff Armor Communauté	-2 000.00	Plus de fonds de concours LAC
Opération 131	Terrain de football - DETR	4 725.00	Arrêté DETR 2018 : 13 125 €
	Fédération Française de Football	-5 800.00	Avis défavorable
Opération	Projet numérique école	5 000.00	Etat - 50%
TOTAL RECETTES		34 425.00	

0.00

FONCTIONNEMENT

020	Dépenses imprévues	-12 835.53
66111	Intérêts réglés à l'échéance	2 915.43
6237	Publication	2 616.40
61522	Travaux Ancienne Poste (élect / plomberie)	4 750.82
615231	Marquage zone Bleue + école	2 552.88
TOTAL DEPENSES		0.00

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, par 1 abstention et 17 voix pour, autorise M. Le Maire ou son représentant à faire les modifications budgétaires ci-dessus.

16/ Déclaration d'intention d'aliéner

En vertu du droit de préemption urbain, une déclaration d'intention d'aliéner est parvenue en mairie, pour laquelle il convient de se positionner. Il s'agit d'un bien situé à Kéribot, d'une superficie totale de 338 m², appartenant à Pierre BARS. Le bien est proposé à la vente à M. OBERLE pour un montant de 100 000 €.

Il est proposé, à l'unanimité, de ne pas préempter ce bien.

17/ Point sur les cours d'eau

M. QUERRE rappelle que depuis le 1er janvier 2018, les compétences liées à la gestion de l'eau et des milieux aquatiques (dont la compétence GEMAPI) sont exercées directement par les communautés de communes et d'agglomération locales. Ainsi, le SMEGA a disparu. Les missions exercées depuis 2008, date de sa création, ont été réparties en fonction des bassins versants, entre les trois EPCI que sont Saint-Brieuc Armor Agglomération, Guingamp-Paimpol Armor-Argoat Agglomération et Leff Armor Communauté. Il fait part de son regret quant à cette dissolution, considérant que le travail effectué était cohérent et efficace.

18/ Rapports de Leff Armor Communauté

Les rapports Eau, SPANC ainsi que le rapport d'activités de Leff Armor Communauté, ont été validés en Conseil communautaire (le 26 juin et le 25 septembre 2018) et présentés pour information aux conseils municipaux.

19/ Informations communautaires

M. Le Maire fait part du travail des élus du Pays de Guingamp pour avancer sur le SCoT qui va guider le PLUi engagé. Les débats restants à trancher en séminaires et en CoPil vont permettre de finaliser le PADD. Les orientations retenues pour Goudelin restent pour l'instant favorables en termes de capacité de construction.

L'inauguration de la STEP de Goudelin a eu lieu le samedi 27 octobre 2018. L'inauguration officielle à 11h30 ainsi que la porte ouverte au public se sont bien déroulées.

20/ Informations diverses

M. Le Maire rappelle qu'il est prévu que toutes les cloches de Leff Armor Communauté sonnent l'Armistice à toute volée entre 11 h 00 et 11 h 11 le 11 novembre prochain. Une messe sera célébrée à l'Eglise le 11 novembre, il est donc envisagé de contacter la Paroisse pour proposer d'avancer l'heure de la messe ou de la célébrer à la chapelle de l'Isle.

Le pot de départ en retraite de Marie Claire Drillet est fixé au 30 novembre 2018 à 19 heures à la salle des fêtes.

Il est rappelé que le remplacement de la rambarde autour de l'étang de l'Isle sera à prévoir rapidement, en tout état de cause avant le pardon de l'Isle.

A ce jour, près de 1 300 personnes ont pu apprécier l'exposition sur la Guerre 14-18 qui se tient au Petit écho de la Mode, à Châtaudren jusqu'au 11 novembre.

Le dos d'âne de la rue de Kernillien serait à revoir.

Les élus regrettent que les invitations de Leff Armor Communauté soient envoyées aux mairies et non pas adressées à leur attention directement par mail ou courrier.

Le Conseil Municipal prend note de ces informations.

Monsieur le Maire indique que le prochain conseil aura lieu le 26 novembre 2018 à 19h et clôt la séance.

Le Secrétaire de séance
Jérémie QUINTIN